

A Toulouse, le 18 février 2025

À l'attention du Comité de Quartier des Sept Deniers

Objet : Réponses de la liste Demain Toulouse au questionnaire CQ7D – Municipales 2026

Madame, Monsieur, cher·es membres du Comité de Quartier,

Nous vous remercions tout d'abord du questionnaire que vous nous adressez, témoin du travail remarquable que vous menez sur le quartier des Sept Deniers et qui est à l'image du renouvellement démocratique que nous souhaitons mettre en œuvre avec les habitant·es.

Nous vous proposons un préambule à nos réponses afin d'éclairer leur ensemble et ainsi éviter, nous l'espérons, des redites inutiles.

Parmi les tout premiers chantiers de la nouvelle majorité, seront mises en place, nous l'espérons avec vous, les coopératives de quartier qui deviendront l'outil innovant d'une démocratie renouvelée, d'une démocratie de proximité en acte. Elles constitueront le cadre de référence de la démocratie locale, dans chacun des 60 grands quartiers de Toulouse, pour discuter des sujets d'urbanisme, de logement, de mobilité et de tranquillité publique.

Celles-ci s'appuieront sur l'engagement des personnes du quartier, des associations, dont les comités de quartier qui y joueront un rôle essentiel et attendu en écho à l'historicité de leur travail et leur capacité à faire valoir une expertise d'usage qui fait force de proposition.

Elles s'appuieront, en premier lieu, sur les élu·es de la délégation Démocratie, Coordination des maires·ses de quartier qui sera élargie à 2 voire 3 élu·es et donc sur les maires·ses de quartier différencié·es de ces premier·es.

Elles s'appuieront également sur un changement de culture de fonctionnement de la Mairie : la démocratie locale sera posée comme transversale à l'ensemble des délégations et des services, et non comme un « supplément d'âme ».

Elles s'appuieront enfin sur notre volonté d'équité territoriale en termes de services publics, comme d'investissements passés, présents et à venir.

Leur première mission sera celle d'un diagnostic partagé et juste.

Ces quelques éléments non exhaustifs marquent notre volonté de passer d'un semblant de prise en compte d'une expertise d'usage à une maîtrise d'usage associée, donc à de la co-décision.

VIE QUOTIDIENNE

COMMERCES / BAR / RESTAURANTS

Ils sont essentiels à la vie du quartier : que comptez-vous faire pour conserver, attirer et diversifier de nouveaux commerces de proximité ?

Si les Sept Deniers ont bénéficié du dispositif Cœur de quartier avec les aménagements de la route de Blagnac mis en œuvre par l'actuelle majorité (il nous faudra en faire le bilan partagé), vous n'êtes pas sans connaître le dispositif « Commerce avenir » qui a défini un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, dans lequel les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sont soumises au droit de préemption, dans la perspective de préserver l'équilibre et la variété de l'activité commerciale dans le centre-ville et lesdits cœurs de quartier. À notre connaissance, ce dispositif n'a pas été mis en œuvre sur le quartier. Il nous faut déterminer ensemble si c'est par absence de besoin, besoins et possibilités mal identifiés ou par manque de volonté politique.

Nous voulons, de notre côté, nous doter d'une doctrine claire, cohérente avec ce que vous décrivez et avec l'idée d'une ville du quotidien :

- protéger les linéaires de commerces de proximité contre la rente et l'uniformisation, en agissant par l'urbanisme commercial et, lorsque c'est utile, par la préemption ;
- soutenir activement les commerces indépendants, l'artisanat, les cafés et restaurants de quartier qui font lien social, à condition qu'ils s'inscrivent dans un cadre de respect du voisinage et d'apaisement ;
- articuler cette politique avec une logique de « ville au quart d'heure », où les besoins essentiels se trouvent à distance simple, à pied ou à vélo.

Nous avons à contrario une excellente vue sur le travail qu'ont mené les associations du quartier pour la mise en place du marché de plein vent et la définition de ses étals. Cette expertise habitante se doit d'être plus associée à la politique de commerce de proximité. Nous voulons aussi sécuriser et pérenniser les marchés de plein vent, parce qu'ils diversifient l'offre, renforcent l'accès à une alimentation de qualité et font vivre l'espace public.

Sachez qu'au-delà des besoins de commerces de proximité qui prennent en compte la diversité des personnes du quartier, notamment en termes de culture alimentaire, nourrissant ainsi les curiosités des un·es et des autres, nous saurons être attentif·ves à toute initiative relevant d'épicerie autogérée, de cantine associative, de mise en place d'AMAP ou de dispositifs de solidarité alimentaire. C'est typiquement un excellent sujet de coopérative de quartier et de diagnostic partagé, car il touche à la fois au commerce, à la santé, au lien social et au pouvoir d'achat.

SERVICES PUBLICS / SANTÉ / ÉCOLES / COLLÈGES / SPORTS

En lien avec la densification attendue dans le quartier et les quartiers limitrophes, quels services publics dans le quartier ou facilement accessibles avec la future passerelle sur le canal ? Canal latéral à la Garonne

Le quartier a déjà subi les traumatismes successifs de la disparition de la mairie annexe et du centre social, puis celle de la poste. Les projets de densification envisagés par l'actuelle majorité sur un

quartier aussi contraint par l'enclavement géographique lié à notre chère Garonne, le Canal, les zones inondables et la rocade paraissent totalement surdimensionnés. Nous en partageons le constat.

Si nous sommes toutes et tous conscient·es que les urgences climatiques nous imposent de repenser les aménagements et remettent la verticalité de la ville comme un des éléments de réponse possibles afin de préserver les sols naturels ou agricoles, point trop s'en faut. Nous prôtons une densification raisonnée et partagée qui prend sérieusement en compte l'existant, dont les capacités de voirie notamment, ainsi que la capacité réelle des services publics à suivre.

Au titre de l'équité territoriale et de cette densification raisonnée, la remise en place des services d'une mairie annexe s'impose, tout comme celle d'un centre social, voire d'une Maison des solidarités, dont les modalités d'évaluation des besoins et de mise en place se discuteront avec le Conseil départemental de la Haute-Garonne. Il est loin le temps où le Centre social était soi-disant là « pour la Cité Madrid » : nous voulons des équipements utiles, ouverts, accessibles, et pensés avec celles et ceux qui en ont besoin.

Vous évoquez la passerelle qui ouvrira de façon pérenne sur le quartier boulevard de Suisse (idée d'un·e habitant·e des Sept Deniers) qui répondait avant tout à la surfréquentation du quartier en période de match. Ce qui nous pose question est la densification du quartier Suisse déjà en opérationnalité. Donc à évaluer, mais ne vaut-il pas mieux préserver le foncier existant côté Sept Deniers pour articuler services publics, infrastructures sportives nécessaires également au collège et à l'école primaire. Les parcelles en zone inondable en pied de digue, dont l'imprimerie, sont intéressantes à ce titre et tel que vous le suggérez.

Concernant les écoles primaires et maternelles, nous avons bien conscience du projet destructeur envisagé par l'actuelle majorité, dimensionné à la surdensification qu'elle envisage. Nous avons certes des chiffres contradictoires concernant l'augmentation du nombre d'élèves à venir sur une zone donnée en écho à la baisse des natalités. Pour autant, nous savons d'ores et déjà que le collège qui vient d'augmenter sa capacité d'environ un tiers est susceptible d'arriver assez vite à saturation, y compris avec densification raisonnée. Ce plan école est pour nous à remettre à plat en l'articulant sur une notion de parcours sur le quartier pour l'ensemble des enfants et selon les choix parentaux.

Concernant la santé, nous mettons en avant un plan ambitieux d'ouverture de centres de santé municipaux afin de lutter contre les déserts médicaux, avec des professionnel·les salarié·es, et une logique de service public qui ne dépend pas du « bon vouloir » du marché. Il nous faudra évaluer ensemble les manques déjà existants, et à venir, et apporter les justes réponses.

Vous le formulez très clairement, et nous reprenons votre liste telle quelle, parce qu'elle dit l'essentiel :

En lien avec la densification attendue dans le quartier et les quartiers limitrophes, quels services publics dans le quartier ou facilement accessibles avec la future passerelle sur le Canal ?

Les disparitions successives : Agence postale, Bibliothèque, Mairie de quartier, Antenne de la police municipale, Maison de Santé (et centre radiologie, laboratoire d'analyses médicales), Gymnase, Pumptrack, nouveau groupe scolaire...

Notre méthode est simple : un diagnostic partagé dès le début du mandat, puis une programmation pluriannuelle lisible, avec des engagements datés et un suivi public en coopérative de quartier. Le fond, lui, ne changera pas : on ne « densifie » pas un quartier en retirant des services. On les remet, on les renforce, on les rend accessibles.

TRANQUILLITÉ / SÉCURITÉ / PROPRETÉ

Une des préoccupations majeures des habitant·es : que comptez-vous faire ?

Pour que chacune et chacun se sente véritablement en sûreté, nous souhaitons agir sur plusieurs leviers : lutte contre les discriminations, médiation, prévention et présence humaine sur le terrain. La police est avant tout un service public de proximité. La tranquillité en ville implique un ensemble d'acteur·rices - associations, éducateur·rices, médiateur·rices, travailleur·ses sociaux·ales, habitant·es - qu'il faut soutenir et coordonner.

La police municipale doit retrouver son rôle de service public de proximité, au contact direct des habitant·es. Dans les années 1990, Toulouse faisait figure de ville pilote avec sa police de proximité et ses îlotier·es, des agent·es connu·es dans les quartiers, disposant d'un bureau accessible au public et assurant une présence quotidienne sur le terrain. Cette approche avait permis d'instaurer un climat de confiance entre habitant·es et gardien·nes de la paix. La police de proximité a été ensuite supprimée par M. Nicolas Sarkozy en 2003.

Nous remettrons en place une police municipale de proximité : rétablir une présence dissuasive, humaine et équitable dans l'espace public, plutôt qu'une logique de surveillance technologique. Nous répartirons de manière équitable les effectifs et les missions sur l'ensemble de la ville et pas seulement le centre. Nous renforcerons les effectifs afin d'avoir 4 agent·es identifié·es par la population par quartier dans chacun des 84 quartiers de Toulouse, avec une antenne par secteur dans les 20 secteurs de Toulouse. Nous lutterons contre les discriminations en interdisant les contrôles au faciès, en instaurant des récépissés pour chaque intervention, en garantissant la traçabilité des actions de police municipale et en créant une cellule de lutte contre les discriminations. Nous mettrons en place un plan de formation portant sur : la compréhension des phénomènes de délinquance et des mécanismes de prévention et de médiation, la lutte contre les discriminations racistes, les violences sexistes et sexuelles, et toutes les formes de violences faites aux femmes et aux minorités de genre en lien avec les associations, la préservation de l'environnement et la lutte contre les atteintes liées à la pollution ou aux dépôts sauvages. Nous différencierons clairement les missions de la police municipale (prévention, tranquillité publique) de celles de la police nationale (grande criminalité). Nous refuserons la reconnaissance faciale et l'utilisation de l'IA dans la vidéosurveillance.

Sur la propreté, nous voulons sortir du « chacun constate, personne ne suit ». Cela passe par des tournées lisibles, des points noirs traités comme tels (dépôts sauvages, abords d'écoles, équipements sportifs, cheminements), et une articulation claire entre services, médiation et sanction quand il le faut.

Nous créerons des toilettes publiques accessibles à toutes et tous : l'espace public sera repensé pour être inclusif et nous ferons en sorte que des sanitaires soient installés dans toute la ville, au-delà des seuls urinoirs. Nous mettrons en place une toilette publique pour 2000 habitant·es. De plus, nous ouvrirons le débat sur la création d'un office public des toilettes publiques.

Vous citez, et nous les reprenons telles quelles, les préoccupations majeures des habitant·es : Trafic de drogues, rodéos sauvages, gens du voyage, vitesse des voitures, cambriolages, dégradations de véhicules, incivilités, manque d'éclairage, apaisement de la place Job, propreté du quartier, toilettes publiques...

Sur chacun de ces points, notre ligne sera la même : du concret, du suivi, et une responsabilité assumée. Sur les rodéos et la vitesse, c'est d'abord de l'aménagement et du contrôle (et pas seulement des discours). Sur les cambriolages et les dégradations, c'est aussi une présence de proximité qui

connaît le quartier, ses rythmes, ses points de tension. Sur le trafic de drogues, nous voulons aussi une approche de santé publique, de prévention, et un travail coordonné, plutôt que le « tout répressif » qui échoue et abîme les liens.

VIE SOCIOCULTURELLE / VIE ASSOCIATIVE / FESTIVITÉS / LIEN SOCIAL

Que comptez-vous faire pour maintenir et enrichir le lien social ?

Nous partageons votre intuition : un quartier tient parce qu'on s'y rencontre, parce qu'on a des lieux, des prétextes, des habitudes communes. C'est vrai pour les familles, pour les jeunes, pour les personnes âgées, et pour toutes celles et ceux qui vivent seules.

Vous mentionnez, et nous reprenons :

Festivités, vie associative, utilisation du bâtiment Job (café des parents le week-end, activités enfants, relais service), soutien au collectif Job participant à la vie et à l'ouverture sur le quartier du bâtiment Job, ouverture de lieux permettant les rencontres, bar associatif, résidences intergénérationnelles, ouverture du restaurant senior aux autres publics (avec un tarif différencié pour permettre la mixité entre générations)...

Nous voulons renforcer l'usage des équipements publics comme lieux de sociabilité, y compris en soirée, et soutenir la mise en place de lieux de convivialité dans les quartiers quand ils manquent. Nous croyons beaucoup à des formats simples (cantines de quartier intergénérationnelles, cafés associatifs, permanences de services, activités partagées), parce que ce sont eux qui recréent du commun à bas bruit, semaine après semaine.

Et, là encore, nous préférons le faire avec vous : la coopérative de quartier a aussi vocation à être un outil de programmation culturelle et associative de proximité, pas seulement un « comité consultatif ».

URBANISME

DENSIFICATION

Quelle densification envisagez-vous pour le quartier ?

Densification raisonnée et concertée, préserver les maisons pour conserver un esprit village, enterrer les câbles électriques dans tout le quartier..

Nous sommes en accord sur l'esprit : une densification raisonnée, concertée, qui ne traite pas les Sept Deniers comme une réserve foncière à « remplir », et qui respecte l'identité du quartier. Nous assumons aussi une idée simple : la densification n'a de sens que si elle réduit les inégalités, protège le vivant, et améliore le quotidien (services publics, mobilités, fraîcheur urbaine, équipements). Sinon, ce n'est pas une politique, c'est une contrainte imposée.

Sur la méthode, nous voulons rompre avec l'urbanisme décidé « projet par projet » et remettre de la planification publique et démocratique, avec un suivi citoyen et des outils fonciers et urbains réellement orientés vers l'intérêt général.

COMMERCES / SERVICES / ENTREPRISES

Quelle offre de services et d'équipements publics et de commerces envisagez-vous en relation avec la densification attendue ?

Nous l'avons dit plus haut : pas de densification sans services. Cela vaut pour l'agence postale, la mairie annexe, le centre social, la santé, la bibliothèque de proximité, le sport. Cela vaut aussi pour les commerces : défendre le commerce de proximité, protéger les linéaires, soutenir les marchés, et éviter que le quartier se fasse « grignoter » par des logiques de rente.

RISQUE INONDATION

Compte tenu du risque inondation, quelles modalités de densification envisagez-vous, notamment en zone rouge du PPRI ?

Sur ce point, nous serons prudent·es, constant·es et transparent·es. La zone rouge n'est pas une variable d'ajustement. Là où le risque est fort, on ne promet pas de densifier : on protège, on adapte, on renature, on choisit des usages compatibles.

Et surtout, nous voulons une culture du risque régulière, pas un document oublié : plans de prévention co-construits, information claire, exercices, repères, et une doctrine publique compréhensible par toutes et tous.

ENVIRONNEMENT

NATURE EN VILLE

Que comptez-vous faire pour enrichir la nature en ville ?

Parcs, végétalisation, plantation le long des rues et des chemins, corridor écologique Canal-Garonne, ville « comestible », désimperméabilisation des sols...

Nous voulons aller dans ce sens, et en faire un plan cohérent : arbre et ombre là où on marche, sols désimperméabilisés là où l'eau doit rentrer, continuités écologiques (Canal-Garonne), et une logique de « ville comestible » qui s'appuie sur les initiatives existantes et sur la participation des habitant·es.

BRUIT / POLLUTION

Que comptez-vous faire pour diminuer le bruit et les pollutions ?

Vols nocturnes aéroport, murs antibruit rocade, diminution vitesse rocade, rodéos sauvages, capteurs de pollution devant les écoles et collège, ZFE rocade, réglementation de la lumière (éteindre les panneaux publicitaires lumineux, lampadaire LED avec détecteur de présence). Pour la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine : comment allez-vous lutter contre les PFAS ? Les micropolluants ?

Êtes-vous prêt·es à défendre le projet de murs anti-bruit sur l'A620, porté par le CQ7D et l'association Anti bruit de Casselardit ?

Nous voulons traiter le bruit comme un sujet de santé publique, pas comme un inconfort secondaire. Cela implique d'agir sur les causes (trafic, vitesses, aménagements, comportements dangereux), et d'assumer des mesures de réduction des pollutions sonores comme des mesures de santé publique.

Sur les murs anti-bruit, nous sommes prêt·es à défendre une expertise sérieuse et un calendrier clair, parce que le bruit routier, quand il est subi au quotidien, n'est pas une fatalité. Nous ne vendrons pas une promesse « magique » : nous travaillerons les solutions (écrans, revêtements, vitesses, aménagements), en cohérence avec les compétences concernées, et avec un objectif de résultat mesurable.

Sur l'eau (PFAS, micropolluants), nous voulons sortir d'une logique où la ressource est gérée comme un marché : transparence des données, prévention à la source, capacité d'investissement public et protections durables de la ressource.

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Que comptez-vous faire pour préparer le quartier au réchauffement climatique ?

Mettre à disposition, pour les personnes fragiles, des lieux pour se protéger des canicules, favoriser la sensibilisation à la gestion des ressources en eau, ombrières à Job, fontaines, brumisateurs...

Nous voulons un plan canicule qui ne soit pas une brochure : identification des lieux frais ouverts tard, accompagnements dédiés, et accès réel. Et oui : fontaines, toilettes, ombrage, brumisateurs, et plus largement des aménagements qui baissent la température ressentie dans les espaces de vie du quartier.

RISQUE INONDATION

Comment améliorer la culture du risque régulière pour les habitant·es ?

Nous l'avons évoqué : information claire et régulière, repères, exercices, plans de prévention discutés avec les citoyen·nes, et une cohérence d'aménagement qui ne contredit pas les messages de prévention.

MOUSTIQUES

Quelle stratégie envisagez-vous ?

Nous défendons une stratégie pragmatique : prévention (eau stagnante, points noirs), information, interventions ciblées, suivi, et surtout une articulation avec la santé publique (notamment en période estivale). Sur ce sujet, la régularité compte plus que les coups de communication.

MOBILITÉ

MARCHE / VÉLO - PIÉTON·NES / PMR

Que comptez-vous faire pour améliorer la marchabilité du quartier ?

Trottoirs trop étroits, encombrés...

Que comptez-vous faire pour améliorer la desserte piétonne de la station de métro ?

En particulier la liaison piétonne Job - Métro ?

Que comptez-vous faire pour améliorer et sécuriser la desserte piétonne du collège et des écoles ?

Notre priorité est claire : rendre la marche réellement sûre, confortable et continue, en portant une attention particulière aux personnes à mobilité réduite et aux abords des écoles. Nous voulons remettre à plat le SDPA avec une approche collective (diagnostic, priorisation, calendrier, budget) et compléter d'urgence le plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics, avec une mise en sécurité complète sur les grands axes et aux abords des écoles, ainsi que la mise en place de cheminements type pédibus.

DIGUE

Quel aménagement sur la digue pour une meilleure cohabitation cyclistes / piéton·nes ?
Quelle alternative à la digue pour les vélotaffeur·ses ?

Les deux comités de quartier des Sept Deniers et des Amidonniers portent actuellement un projet pour aménager le bas de digue. Qu'en pensez-vous ? Êtes-vous favorable à cet aménagement ? Comment rendre la route de Blagnac sécurisée pour le vélo et apaisée pour les piéton·nes et les riverain·es ?

Quel Réseau Express Vélo pour relier le pont des Catalans au bassin d'emploi d'Airbus ?

Nous sommes favorables à l'aménagement du bas de digue, à condition qu'il soit pensé précisément pour la cohabitation, avec des vitesses compatibles, des largeurs, une lisibilité (marquages, séparations quand c'est nécessaire), et des connexions sûres.

Sur l'alternative à la digue, il faut une logique de réseau : le Réseau Express Vélo doit être continu, sécurisé, et traité là où existent les ruptures urbaines (tunnels, passerelles, redistribution de voirie). Nous voulons traiter en priorité les points qui empêchent aujourd'hui l'usage quotidien.

Sur la route de Blagnac, l'enjeu est double : sécuriser sans « bricoler », et apaiser sans reporter ailleurs. Cela implique souvent de reprendre la voirie, de clarifier les priorités, d'en finir avec les zones grises où tout le monde se met en danger. Là encore, nous voulons le faire avec une logique de tracé discutée en quartier, pas par plans posés sur table.

ÉTAT DES VOIES DOUCES

Comment assurez-vous le maintien d'un état satisfaisant de la chaussée ?

Actuellement certaines pistes manquent d'entretien et créent des situations dangereuses pour les usager·es.

Nous voulons sortir d'un entretien « à la plainte ». Il faut une programmation, des inspections régulières, un signalement simplifié, et des délais d'intervention publics. L'entretien n'est pas un détail : c'est une condition de sécurité.

CARREFOUR DE L'EX-POSTE

Que comptez-vous faire pour permettre enfin l'accès à la rue des sports (collège, école, tennis, passage vers le centre-ville par le skatepark) depuis la route de Blagnac pour les vélos ?

On ne se contentera pas d'un vœu. C'est typiquement un point à traiter en priorité, parce qu'il connecte collège, école, tennis, et des itinéraires vers le centre-ville. Nous proposerons une solution d'aménagement qui garantit la continuité cyclable et la lisibilité des traversées.

LIEN QUARTIERS ENVIRONNANTS

Que comptez-vous faire pour remplacer l'escalier sur le pont de l'A620 côté Purpan par une rampe pour PMR et vélos ?

Que comptez-vous faire pour améliorer les liaisons douces entre le quartier et le centre-ville ?

Passages étroits par les tunnels, insécuritaires...

Envisagez-vous de réaliser une passerelle sur la Garonne ? Si oui, à quel endroit ?

Nous voulons traiter ces sujets comme des « ruptures urbaines » prioritaires : là où ça casse, on répare. Passerelles, rampes, tunnels, redistribution de voirie : ce sont des investissements très utiles, parce qu'ils transforment l'accessibilité réelle du quartier.

Sur une passerelle sur la Garonne, notre position est d'abord d'évaluer l'utilité d'usage (qui gagne quoi, à quel coût, avec quels impacts), puis de décider en transparence. Nous ne voulons pas promettre un pont sur une carte : nous voulons un projet utile, discuté et faisable.

VÉLÔTOULOUSE

Prévoyez-vous de déployer d'autres stations VélôToulouse dans le quartier ?

Il manque 1 ou 2 stations pour avoir une station VélôToulouse à moins de 500 m de chaque logement du quartier.

Oui : nous voulons combler les « trous » de maillage là où ils empêchent l'usage quotidien, pour que chacune et chacun puisse accéder à une station à distance raisonnable.

TRANSPORTS EN COMMUN

Que comptez-vous faire au niveau des transports en commun ?

Ligne 70 : problème de fréquence, de capacité et d'amplitude horaire.

Linéo 1 : manque de fréquence durant les vacances scolaires.

Quel mode de transport pour relier la station de métro au nord (Ginestous, Sesquières, Fenouillet) ?

Le maillage interne pour le quartier apparaît insuffisant (pas assez de transport en commun hors route de Blagnac, l'Est du quartier n'est ni desservi en transport en commun ni en VélôToulouse). Les habitant·es ont sollicité lors des café-débats une organisation qui permette de mobiliser les personnes circulant en voiture dans le quartier, à prendre en charge des personnes sur des arrêts d'auto-stop pour des petits déplacements dans le quartier, ou un système de navette interne de quartier. Qu'en pensez-vous ?

Nous portons un choc d'offre de bus : plus de lignes, plus de fréquence, plus d'amplitude horaire, et des bus en soirée dans les quartiers sans métro, avec un réseau de nuit. Sur la ligne 70 et Linéo 1, notre logique est précisément d'en finir avec les « trous » (vacances, soirées, amplitudes), parce qu'un réseau n'est fiable que s'il l'est tout le temps.

Sur la desserte vers le nord, on ne peut pas laisser les personnes du territoire sans alternatives crédibles : notre approche combine renforcement du réseau bus et travail d'intermodalité (vélo, stationnements vélos sécurisés, correspondances).

Sur la navette interne et les dispositifs d'auto-stop de proximité : nous ne rejetons pas l'idée, au contraire. Mais nous voulons l'encadrer intelligemment (sécurité, lisibilité, responsabilité), et surtout ne pas en faire un substitut à un service public de transport qui doit être au rendez-vous.

VOITURE

Parking stade / métro et stationnement dans le quartier

Que comptez-vous faire pour éviter les voitures ventouses autour des parkings ? Zone bleue, stationnement résident, identifier les zones de parkings, réaliser des cheminements d'accès faciles à pied, réserver le parking de 100 places de la station uniquement au covoiturage...

Trafic voiture

Quel plan de circulation prévoyez-vous ?

Revoir le plan de circulation pour apaiser les tensions. Vider le quartier du transit des voitures aux heures de pointe, rue à sens unique, vider les trottoirs des voitures. Limitation et contrôle vitesse...

Nous voulons reprendre la main sur le stationnement, avec une régulation utile au quartier, la priorité aux riverain·es et des règles faites pour libérer l'espace public.

Sur les voitures ventouses, il faudra des dispositifs clairs (zone bleue là où c'est pertinent, résident là où c'est nécessaire, contrôle effectif, et des cheminements piétons évidents depuis les parkings). Sur le plan de circulation, nous partageons l'objectif : vider le quartier du transit, apaiser les vitesses, protéger les trottoirs, et rendre cohérents les usages. C'est un travail qui ne peut pas se faire « contre » le quartier : il se fait avec, sur la base d'un diagnostic partagé, puis d'expérimentations (phases test) et d'arbitrages assumés.

Pour conclure, nous voulons vous dire ceci simplement : nous ne venons pas cocher des cases. Nous venons faire de la politique municipale comme elle devrait toujours se faire : à partir de l'expérience vécue, de l'expertise d'usage, et d'un cap clair : justice sociale, bifurcation écologique, services publics, démocratie locale réelle. Nous serons heureux·ses d'en discuter avec vous, parce que c'est aussi comme cela qu'on évite les promesses vagues et qu'on construit des engagements tenables.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, cher·es membres du Comité de Quartier, en notre considération la plus sincère.

Pour la liste Demain Toulouse,

François Piquemal

